

Immigration—Loi

M. St. Germain: Monsieur le Président, le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy) faisait remarquer que notre plus importante initiative devrait être de nous occuper de la situation mondiale des réfugiés. Je suis sûr que tout le monde ici est d'accord avec cela. J'estime que c'est une responsabilité mondiale et que le Canada a un rôle à jouer, comme l'a montré notre premier ministre (M. Mulroney). Il a fait preuve d'initiative sur le plan des questions humanitaires. C'est ainsi qu'il a pris une position qui diffère de celle des principaux dirigeants occidentaux. Je pense que les Canadiens reconnaissent le rôle du premier ministre.

En tant que parti, les libéraux n'ont jamais écouté les Canadiens. Une fois de plus, aujourd'hui, le député refuse de les écouter. Les Canadiens nous disent, dans tous nos bureaux du pays, qu'ils veulent que l'on mette un terme à l'entrée de réfugiés illégaux. Le projet de loi présenté par le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Bouchard) et par le ministre d'État à l'Immigration (M. Weiner) énonce certainement une position qui permettrait de devenir maître de la situation.

Je n'arrive pas à croire ce que le député de Winnipeg—Fort Garry a dit ce matin. C'est un libéral, un libéral qui n'a jamais écouté les Canadiens et qui le prouve une fois de plus à la Chambre des communes. C'est absolument dégoûtant.

Le député a parlé de questions humanitaires et de la qualité de vie élevée au Canada. C'est exact. Il dit qu'il faut être disposé à partager ce que nous avons de bien ici au Canada. Je suis disposé à partager, comme tous les députés d'ailleurs. Nous voulons bien qu'on se serve de nous mais pas qu'on abuse de nous.

Lorsque le député était ministre de l'Emploi et de l'Immigration, le nombre d'immigrants avait été ramené de 121 166 en 1982 à 89 177 en 1983. Le député peut-il me dire où est la logique dans ces chiffres? Je voudrais qu'il explique à la Chambre quelle était la situation lorsqu'il était ministre de l'Immigration. Je parle ici d'immigrants véritables, de personnes qui contribueraient au développement du pays, qui viendraient enrichir notre mosaïque et donner encore plus d'éclat au pays. Lorsqu'il était ministre, il a réduit le nombre d'immigrants et voilà maintenant qu'il vient adopter une position comme celle qu'il nous a exposée ce matin. Le député aurait-il l'obligeance d'expliquer pourquoi il a agi ainsi et pourquoi il a adopté une telle position?

M. Axworthy: Monsieur le Président, j'éclairerai bien volontiers la lanterne du député, même si ce n'est pas une mince affaire. Je précise d'abord que si le député voulait vraiment écouter les Canadiens, la première chose à faire, ce serait de se débarrasser de son chef. C'est ce que veulent les Canadiens. Tous les sondages d'opinion le montrent. S'il veut vraiment faire son travail, qu'il prenne le genre d'initiative que les Canadiens exigent, c'est-à-dire qu'il remplace son chef par un premier ministre capable de diriger le pays.

En fait, en décembre 1986, et le député n'est peut-être pas au courant de ceci, pratiquement tous les groupes religieux du pays—les catholiques, les Juifs, les protestants, les Bahais et les autres—se sont réunis avec des représentants d'organismes à vocation humanitaire, des députés de l'opposition et certains députés de son propre parti, et tous ces gens-là se sont mis d'accord sur une solution. Il y a eu une entente. Les seules personnes qui l'ont rejetée sont le ministre de l'Immigration et ses fonctionnaires. Qui écoutait les Canadiens alors? Qui tenait compte du consensus à ce sujet? Nous ne serions pas là cet été si on avait tenu compte de cet accord. Le ministre a rejeté les solutions proposées pour les raisons que j'ai données. Lui et son ministère essaient de saboter et de saper les engagements que nous avons pris dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur les réfugiés. C'est ce qu'ils essaient de faire.

Si le député veut savoir pourquoi nous avons changé, je vais lui signaler quelque chose que nous n'avons pas changé. Nous avons fait venir beaucoup plus de réfugiés. Nous avons accepté 100 000 réfugiés d'Indochine. Nous avons accepté des dizaines de milliers de Polonais au début du mouvement Solidarité. Nous avons laissé venir des Haïtiens et des Chiliens...

Des voix: Oh, oh!

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre, je vous prie. La séance vient à peine de commencer. Nous avons encore presque toute une journée devant nous. Le député de Winnipeg—Fort Garry a la parole.

M. Axworthy: Monsieur le Président, je ne faisais que commencer à me mettre en train. Je disais donc que nous n'avons pas limité nos engagements à ces seuls réfugiés. Nous en avons accepté des milliers d'autres. Nous avons abaissé le nombre d'immigrants acceptés uniquement pour nous rendre aux exigences des députés de son propre caucus et des représentants syndicaux en imposant des restrictions à la catégorie indépendant et non pas à la catégorie famille. Au demeurant, les niveaux sont restés les mêmes dans cette dernière catégorie. Mais nous avons précisé à l'époque, alors que le taux de chômage était de 12 p. 100, que les immigrants ne pouvaient prendre la place de chômeurs canadiens disponibles sur le marché de l'emploi. Et comme il y avait alors un fort excédent de main-d'oeuvre, nous avons forcément abaissé les niveaux de ces immigrants. Mais cette situation n'a pas beaucoup changé sous le gouvernement du député.

A combien sont-ils ces niveaux actuellement? A 90 000 immigrants? Les députés d'en face se plaisent à dire que le chômage a diminué de 5 p. 100. Ces niveaux devraient donc augmenter en conséquence.

Nous avons adopté des modalités de vérification pour pouvoir relever la catégorie des parents aidés. Nous avons pris des mesures pour améliorer la catégorie de la réunification des familles et nous avons profondément modifié les modalités de détermination et d'acceptation concernant les réfugiés. Voilà les mesures que le gouvernement actuel est en train de démolir.